

Un mois de Mai de Noir et de Rouge

Le mythe napoléonien a la peau dure

Les trompettes de la renommée ont résonné fort pour annoncer la célébration du bicentenaire de la mort de Napoléon, «*le plus grand tyran de France, icône de la suprématie blanche*» comme le qualifie la chercheuse américaine Marilyn Daut.

L'imagerie distillée dans les manuels scolaires de l'école de Jules Ferry, éminent colonialiste, a glorifié les campagnes napoléoniennes qui ont semé mort et destruction en Europe, dans les colonies et au Proche orient. Aujourd'hui, on donne quelques échos aux voix dénonçant les crimes contre l'Humanité de ce mégalomane brutal qui a fait par ailleurs reculer les principes humanistes des Lumières, en rétablissant l'Édit royal de 1685 ou Code noir ainsi que l'esclavage, sous la pression des colons, armateurs et négociants, frustrés par l'abolition de 1794, mais aussi par son entourage de partisans de l'esclavage qui a repris de plus belle ainsi que la traite négrière abolis par la Première République .

Dans son bras de fer avec l'Angleterre pour lui « barrer la route des Indes », Bonaparte a monté l'expédition en Egypte dont l'Histoire mettra en valeur la collecte d'informations scientifiques et historiques et retiendra le fameux « Du haut de ces pyramides... etc », un arbre qui cache la forêt du désastre militaire de cette aventure qui a mobilisé une flotte de 300 bateaux (presque entièrement détruite par l'amiral Nelson) et 36 000 soldats dont 10 000 sont morts. Les victimes en Egypte, en Palestine et en Syrie se comptent par milliers auxquelles il faut ajouter les pillages et destructions de patrimoine.

Beaucoup d'encens sur la création du Code civil, et silence pudique sur l'annulation des acquis accordés par la République à l'enfant et à la femme, assimilée à un être mineur, placé sous la tutelle de son mari ou de son père tant qu'elle n'accède pas au rang d'épouse.

Le 22 mai à Paris



La Dynamique Unitaire Panafricaine, des organisations de la société civile contestant l'ordre mondial, s'est mobilisée pour une Afrique indépendante et digne, en réplique à la tenue du sommet voulu par le

Président français sur le financement des économies africaines où « indépendance » et « dignité » ne caractérisaient pas la quinzaine de dirigeants du continent (au-delà du pré carré), ayant répondu à la convocation pour un « New Deal », sensé sortir le continent de l'asphyxie financière, avec pour réanimateurs : le Fonds monétaire international, la Banque Mondiale, le Conseil européen ! Des promesses d'aides aux pays africains ont été faites à la fin du sommet mais aucun engagement ferme n'a été pris. La perspective de croissance devrait quoi qu'il en soit, satisfaire les appétits des multinationales et autres fonds de pension.

Place de la République, les drapeaux se côtoyaient : Tchad,

Cameroun, Djibouti, Congo, Niger, Mali, Gabon, Tunisie, Guinée équatoriale... les banderoles et pancartes affichaient « Oui à la souveraineté politique, économique et culturelle de l'Afrique » « Les marionnettes africaines au service du système français, tenez compte de l'avis de vos peuples avant de négocier ou dégagez ! » « Non à la Françafrique ». Après avoir lu la déclaration commune de la DUP, Augusta Epanya, membre de l'UPC-Manidem, a souligné la nécessité de rassembler, d'unifier les buts et les forces progressistes panafricaines pour sortir le continent des griffes impérialistes entre lesquelles il continue d'être enserré 60 ans après les indépendances, sans souveraineté.

AUTRES COMMEMORATIONS A PARIS EN CE MOIS DE MAI

1er mai – La Fête des travailleurs.

Cette année le cortège reflétait la colère des revendications de celles et ceux qui contribuent à la richesse du pays, et de ceux qui en sont exclus du fait de l'appétit des actionnaires. La fin de la manifestation a été marquée par des actes inédits, rappelant les heures sombres de l'Histoire. Des syndicalistes de la CGT ont été agressés, leurs camionnettes vandalisées et caillassées par de jeunes individus encadrés. Quelques jours avant, de haut gradés de l'armée avaient fait paraître dans Valeurs actuelles, journal d'extrême droite, un texte qui évoquait une potentielle guerre civile. Le message serait-il déjà entendu ?

8 mai 1945 en Algérie - Le

Collectif national pour la reconnaissance des crimes commis par l'Etat français en Algérie à partir du 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata, composé d'historiens, de militants des droits de l'homme, de syndicats, d'associations a accompli un important travail pour écrire cette page d'histoire algéro-française. Le Collectif a renouvelé sa demande de leur reconnaissance par l'Etat français du crime d'Etat, afin de donner suite à la déclaration de l'ambassadeur de France, Hubert Colin de Verdière le 27 février 2005 à Sétif. Il faut passer de la parole aux actes comme ce fut fait pour la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français dans l'enlèvement de Maurice Audin et de l'assassinat par l'armée française d'Ali Boumendjel.

Le 10 Mai 2001 à Paris - Il y a 20 ans le Parlement français adoptait la « loi Taubira », qui reconnaît la traite et l'esclavage

comme crime contre l'Humanité. A l'occasion du 150ème anniversaire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, une marche silencieuse avait réuni 40 000 personnes à Paris pour honorer la mémoire des victimes. Le texte a demandé des années de combats, c'est dire l'ancrage de l'idéologie réactionnaire dans notre société qui a mis si longtemps à reconnaître ce que les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes ont subi durant plus de quatre siècles. L'histoire de l'esclavage demeure un sujet hautement sensible en France, peu présent dans la culture populaire et dont l'enseignement laisse à désirer.

Il y a 150 ans : La Commune de Paris

Les Amis et Amies de la Commune de Paris, des organisations syndicales et politiques ont mis en valeur les avancées sociales et démocratiques de ces 72 jours révolutionnaires où le peuple de Paris a résisté militairement aux troupes prussiennes qui assiégeaient la capitale. Dans le même temps il ébauchait des réformes d'une incroyable actualité : séparation de l'Eglise et de l'Etat, instruction laïque, gratuite et obligatoire des enfants des deux sexes, création des premières crèches. Les guillotines sont brûlées, la question du travail et de la répartition de ses fruits est abordée, les amendes et retenues de salaires interdites, la journée de travail est réduite d'un tiers, la Commune se prononce pour une échelle des salaires, l'égalité de traitement entre instituteurs et institutrices, les ateliers abandonnés par le

patrons sont réquisitionnés et confiés aux travailleurs qui se constituent en coopératives, des postes de ministres et de commandants sont confiés à des étrangers sur la base de la compétence. La Commune a pratiqué une démocratie directe pour l'ensemble de la société. « *La Commune eut dans le monde un grand retentissement, et tout particulièrement dans le bassin méditerranéen (...)* En mars 1871, la nouvelle de la Commune de Paris entraîna une insurrection en Algérie. La Kabylie toute entière était soulevée et commençait à déferler sur Alger, dépourvue de troupes. Le nouveau gouverneur, l'amiral De Gueydon, mit plusieurs semaines à juguler la révolte » rapporte Gilbert Bertolini. Le 28 mai 1871 les troupes versaillaises ont écrasé la Commune de Paris, massacrant 20 000 communards, 4652 seront condamnés à la prison et 4586 à la déportation en Algérie ou en Nouvelle Calédonie. Mais les rêves, que cette expérience a distillé dans le peuple à travers les diverses Communes qui ont existé, se sont concrétisés, d'autres restent à réaliser.



Carte à jouer révolutionnaire, «Egalité des couleurs» An II (1794)

LES BONNES NOUVELLES

Berlin reconnaît le génocide en Namibie



Il y a 115 ans, l'armée coloniale allemande perpétuait sur les peuples Héréros et Namas, le premier génocide du 20ème siècle. Le 15 mai, les Assemblées des deux pays ont ratifié un texte issu d'une dizaine d'années de négociations. On parle d'une réparation qui pourrait se chiffrer à plusieurs centaines de millions d'euros et qui se traduirait par un programme de développement d'élargissement et de modernisation du réseau de distribution de l'eau. Les descendants de ces peuples sont réticents à voir leurs intérêts traités par les autorités du pays compte tenu de l'ampleur des crimes : en quatre années, les éleveurs ont été chassés de leurs terres par les colons et leur révolte fut écrasée dans le sang. Sur une population de 80 000 Héréros, 60 000 furent massacrés, et 10 000 Namas sur 20 000. Les nazis ont tiré enseignement de cette expérience sur « des races inférieures » méthode d'extermination, création de camps de concentration, expériences pseudo-scientifiques sur les prisonniers. La société civile allemande s'est invitée dans le débat sur ce passé colonial et les biens mal acquis par le pays. Le Président allemand ira prochainement prononcer les excuses de son pays devant les parlementaires namubiens. Ses homologues français et anglais feraient bien de s'inspirer de la démarche en reconnaissant les exactions et massacres demeurés impunis contre les populations soumises à leur joug. Et le roi belge pourrait aller plus loin que les propos de sa lettre adressée au Président Félix Tshisekedi à l'occasion des 60 ans d'indépendance du Congo. Il y a exprimé «ses plus profonds regrets pour les blessures» infligées durant les 75 années de colonisation du Congo. *«La violence et la cruauté, les souffrances et les humiliations». Une période dont «la douleur est aujourd'hui ravivée par les discriminations encore trop présentes dans nos sociétés».*

« De l'eau dans le gaz » pour les projets de Total en Ouganda/Tanzanie et au Mozambique

Dans La Lettre de septembre 2020 nous évoquons les projets pharaoniques de Total dans l'Est de l'Afrique contre lequel les populations locales sont vent-debout. On vient d'apprendre que plusieurs banques internationales refusent de financer le projet pétrolier en Ouganda, alors que la situation sécuritaire compromet ses ambitions gazières au Mozambique.

L'action paie : les 263 organisations réunies dans la coalition « STOPEACOP », qui ont interpellé 25 banques susceptibles d'être sollicitées pour financer le projet, se réjouissent avec les 118 000 riverains du futur oléoduc menacés d'expropriation de cette réactivité des financeurs. Les banques françaises BNP, Société Générale et Crédit agricole seraient parmi celles qui renoncent. Ainsi les pressions exercées par les organisations et les populations qui dénoncent les dégâts sociaux et environnementaux que le projet induit commencent à être prises en compte. Mais le géant des hydrocarbures n'a pas dit son dernier mot, il compte sur les accords récemment passés avec les gouvernements ougandais et tanzanien et son partenaire chinois Cnooc. En attendant les riverains ne sont pas autorisés aux cultures pérennes comme le manioc. De dizaines de milliers ont perdu leurs moyens de subsistance. Six organisations ougandaises et françaises (Survie et les Amis de la Terre) poursuivent leur action juridique commencée en 2019.



Au Mozambique, Total a suspendu son méga projet gazier. Le personnel a de nouveau été évacué du fait des attaques de « l'Etat islamique » (EI), tout comme environ 700 000 personnes contraintes de quitter leurs foyers.

ECHOS D'AFRIQUE

MALI

Après le coup de force dans le coup d'État

- La Cour constitutionnelle a confirmé le colonel Assimi Goïta au poste de Président de la Transition, chargé de ramener les civils au pouvoir.

- La CDEAO qui s'est réunie en sommet extraordinaire à Accra au Ghana à propos de la crise malienne, a exigé la nomination d'un premier ministre et suspendu le Mali de siéger dans cette attente, elle n'a cependant pas décidé de sanctions économiques qui pourraient affecter la population déjà durement fragilisée par la crise sanitaire et sociale.

Echographie du déraillement de la Transition

Analyse du politologue Babacar Justin Ndiaye, spécialiste en géostratégie de l'Afrique de l'Ouest,

Le train de la Transition a été laborieusement mais ultimement posé sur des rails peu ou prou bien orientés vers un ordre constitutionnel en bonne voie de restauration. Le binôme embargo-encouragement – habilement dosé par la CEDEAO – a fonctionné parfaitement et produit des résultats probants.

Un ancien officier supérieur d'âge mûr (le Colonel Bah Ndao) et un diplomate doué au parcours remarquable (Moctar Ouane) ont été catapultés aux manettes. Le vent fort de l'optimisme a, durant neuf mois, soufflé sur le Mali ; nonobstant les chevauchées meurtrières des terroristes dans le Nord et le Centre du pays. Et les embrasements inter-ethniques assez sporadiques par-ci, par-là. Question brutale à l'image des événements : pourquoi la Transition malienne s'est muée en méli-mélo malien ?

L'action des néo-putschistes de Kati requiert donc une anatomie adéquate. Ici, on est au carrefour des interférences extérieures et des facteurs endogènes. Au chapitre des carences domestiques, on pointe l'inexpérience politique et le déficit de finesse dans le savoir-faire, chez le Président Bah Ndao. En donnant un coup d'accélérateur au remaniement de son gouvernement, au lendemain de son retour de Paris, il a également donné le sentiment d'appliquer des consignes venues d'ailleurs. Une impression confortée par l'élimination inélégante

- Le président de la Transition a été, pour la première fois, à la rencontre de l'ensemble de la classe politique malienne. Il a promis au M5 RFP (à l'origine du mouvement qui a renversé l'ancien président I.B. Keita) le poste de Premier ministre. Ce dernier a proposé Choquel Maïga qui présidait le Comité stratégique du M5.

- L'Elysée (qui n'absout pas tous les coups de force) déclare craindre dans ce dernier une dérive islamiste alors qu'on évoque le M5 RFP et menace de désengager Barkhane du Mali.

(sans consultation formelle) du Colonel russophile Sadio Camara et le départ (sans coup de fil formel et préalable) du Colonel Modibo Koné. Ce dernier – c'est de notoriété publique – affiche un nationalisme ombrageux relativement à la présence et à l'influence tous azimuts de la France au Mali.

Le Président Bah Ndao a semblé oublier que ce sont principalement ces deux Colonels de la Garde nationale, Sadio Camara et Modibo Koné, qui ont pris l'immense risque de faire un coup d'État le 18 août 2020 puis l'ont fait : « Roi ».

Le risque était d'autant énorme et réel pour eux deux que, dans ce pays, le coup d'État est assimilé à un crime au regard de la Loi Fondamentale et de son dérivé : le Code pénal. Pays où la peine de mort n'est pas abolie, même si elle est peu appliquée. En clair, deux Colonels jouent au poker en misant leurs têtes (leurs vies) et gagnent. Peu de temps après, ils sont congédiés comme des malpropres par celui qu'ils ont hissé au sommet. C'est kafkaïen et...révoltant.

Au chapitre des influences ou interférences extérieures, on indexe le syndrome fatal du Comité Militaire Tchadien (CMT) qui n'a sûrement pas manqué de doper les néo-putschistes de la ville-garnison de Kati et, parallèlement, de discréditer la fameuse communauté internationale. En effet, l'opinion malienne (relayée par l'opinion africaine) est choquée par la doctrine à géométrie variable des partenaires occidentaux : la Junte malienne est vilaine ; tandis que la Junte tchadienne est jolie. Une Junte est-elle jamais belle ? Elles sont toutes affreuses.

Sous cet angle effarant, on a tout crucifié au Tchad : le Discours de La Baule de François Mitterrand au nom duquel on avait balayé Hissène Habré, les principes démocratiques, les aspirations basiques du peuple tchadien, le suffrage universel et fondateur de légitimité etc. Tout est sacrifié au Tchad sur l'autel des intérêts stratégiques de Barkhane qui a besoin de l'armée tchadienne comme auxiliaire au Sahel. D'où la théorie douteuse selon laquelle, seul un régime militaire peut faire la guerre et la gagner. Historiquement faux ! Dans les années 70, le Président Julius Nyerere, un civil, a battu militairement le Maréchal Idriss Deby et l'a contraint à l'exil. Mieux, un illustre Français, le chef du gouvernement George Clémenceau, en 1917, a apporté un célèbre démenti à cette assertion : « La guerre est une affaire trop sérieuse pour être exclusivement confiée aux militaires ». Admirez l'adverbe : exclusivement !

Au Mali, une certaine chronologie de l'actualité africaine a fort bien requinqué le putschisme déjà endémique à Kati. Tenez : on condamne la tentative de coup d'État (avant investiture de Bazoum) au Niger, on applaudit le coup d'État effectif au Tchad, a contrario, on dénonce le coup d'État accompli au Mali.

Le Président Emmanuel Macron a pourtant lu Mirabeau : « On peut tout soutenir, sauf l'inconséquence ». Voilà pourquoi le Président du

Ghana, John Kufor, est resté ferme et intraitable vis-à-vis du régime du Général Mahamat Déby.

Maintenant, la monumentale interrogation est la suivante : comment redémarrer la locomotive poussive de la Transition au Mali ? André Malraux disait : « le Rubicon est une rivière qu'on ne franchit pas en sens inverse ». Ces officiers qui ont arrêté un Président et un Premier Ministre ne peuvent pas les relâcher et revivre comme avant. Ils s'exposeront aux rigueurs de la Loi : pluie de sanctions pouvant aller jusqu'à la radiation voire la peine capitale. En face, si le Président Bah Ndaw et le chef du gouvernement Moctar Ouane capitulent, ils seront si politiquement dévalués qu'ils ne pourront plus piloter la Transition avec le niveau d'autorité nécessaire.

Hypothèse extrême et folle : un assaut des Forces de la MINUSMA ou de BARKHANE mandatées par les Nations-Unies ? Tout mandat de ce type se heurtera au veto russe ou chinois. Et si la France fonce seule, les deux « Prisonniers » périront, les Colonels seront dans la nature, l'Armée se cassera en mille morceaux, l'État malien s'évaporerait, les djihadistes seront heureux et la sous-région sera abonnée au chaos durable. Restent les trésors de la Diplomatie. Justement. La Diplomatie n'est-elle pas un mélange de magie et d'alchimie ?

Babacar Justin Ndiaye
La Rédaction 25 mai 2021

TCHAD

Le 2 mai un gouvernement de transition comprenant 40 membres a été nommé. Les postes régaliens sont presque tous aux mains de membres du Mouvement patriotique du salut (MPS), le parti d'Idriss Déby. On y trouve d'anciens ministres et des proches d'Hissène Habré, mais aussi d'Idriss Deby, quelques opposants à divers degrés qui ont reconnu le Conseil militaire de transition (CMT), pour accéder au gouvernement. Les Transformateurs du parti de l'opposant Succès Masra n'ont pas rejoint cette coalition. Ils ont décliné l'offre d'entrer dans un « gouvernement de décor, sur fond de coup d'État, de recyclage des mêmes visages et des mêmes méthodes. » Ce dont les Tchadiens ne veulent pas. Dans les manifestations de condamnation de ce mauvais coup contre l'État de droit, les slogans "Oui à un pouvoir civil", côtoyaient des

condamnations de l'attitude de la France accusée par une partie de l'opposition de soutenir le nouveau pouvoir depuis que le président Emmanuel Macron est venu à N'Djamena rencontrer les nouvelles autorités à l'occasion des funérailles du maréchal Déby, seul chef d'État occidental à avoir fait le déplacement.



RWANDA



Le discours du président français à Kigali était très attendu à l'issue de sa visite du Mémorial du génocide de Gisozi où sont enterrées plus de 250 000 des victimes tutsies. Parmi les photos exposées, qu'Emmanuel Macron a pu voir, certaines illustrent le soutien français apporté au régime de l'époque.

Le ton solennel et les termes employés sans emphase furent appréciés par ses interlocuteurs comme une avancée dans la position de la France sur la reconnaissance de sa responsabilité accablante révélée dans le rapport commandé par l'Elysée à l'historien Vincent Duclert à propos du rôle de l'État français dans la tragédie rwandaise. Après avoir évoqué les victimes aux rêves confisqués, puis la dignité des survivants qui portent témoignage, E. Macron a déclaré que *«le travail n'est pas terminé, qu'il doit se poursuivre avec les historiens»* avec les "documents encore inaccessibles», pensait-il à ceux de La grande muette ou ceux des services secrets que l'Assemblée nationale s'apprête à rendre inaccessible plus de 50 ans? Evoquant le sujet qui

ALGÉRIE

C'est une stratégie d'étouffement du hirak que les autorités tentent de mettre en place à quelques semaines des élections du 12 juin à l'opportunité contestée, alors que pour la troisième semaine, les manifestations sont interdites et que la répression policière sur le mouvement pacifique se poursuit dans les villes où les habitants sont cependant descendus dans les rues. Ce dernier vendredi, pour la première fois depuis le 22 février 2019, le hirak n'a pas eu

lieu à Alger où un barrage répressif a stoppé tout cortège partant de Bab el Oued.

C'est particulièrement en Kabylie à Tizi Ouzou et Béjaïa. Par ailleurs la connexion à internet est fortement en baisse dans le centre ville d'Alger. La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme constate *«Ces dernières semaines ont été marquées par une aggravation sans précédent de la répression contre les citoyens engagés dans le hirak : journalistes, étudiants et défenseurs*

a longtemps fâché, il a tenu à préciser que «Les tueurs n'avaient pas le visage de la France, elle n'a pas été complice. Le sang qui a coulé n'a pas déshonoré ses armes, les mains de ses soldats». Pour lui la faute de la France *«en s'engageant dès 1990 dans ce conflit, est d'avoir essayé d'arrêter ce qui était déjà en œuvre»* et de *«rester ainsi aux côtés d'un régime génocidaire»* et d'une *«mécanique qui ne voulait aucune entrave»*. Mais il signale aussitôt qu'en 1994 *«la communauté internationale a mis trois interminables mois avant de réagir. Nous avons tous abandonné, des centaines de milliers de victimes à cet infernal huit clos»*. Est-ce l'aveu que la France n'a donc pas transmis au Conseil de Sécurité les alertes *«des responsables français qui avaient eu le courage et la lucidité de qualifier le génocide»*? Dernier reproche aux régimes précédents : avoir évité de regarder l'histoire en face en faisant trop longtemps silence. Ce pas en avant aurait pu aller plus loin pour apaiser *«ceux qui ont traversé la nuit»*. S'il est vrai qu'ils sont les seuls à pouvoir pardonner, n'aurait-il pas été plus honorable pour notre pays de solliciter ce pardon plutôt que de leur en laisser l'alternative?

Pour terminer le président français s'est adressé à la jeunesse rwandaise pour une autre rencontre avec la jeunesse de France. Croit-il que les jeunes ont attendu 27 ans et un appel présidentiel pour s'y engager? Les Africain.es font la part des choses et ne confondent pas le gouvernement et les Français ; mais seul.es celles et ceux qui rencontrent les peuples africains l'ont appris.

des droits de l'homme en sont les principales cibles. Les tribunaux et les prisons deviennent des instrument contre l'action citoyenne et contre toute pensée critique »

LES MANIFESTATIONS INTERDITES



Liberté 27 mai 2021

MADAGASCAR

Sarkozy rejoint le groupe Axian

L'ancien président français Nicolas Sarkozy rejoint le groupe malgache AXIAN comme conseiller de Hassanein Hiridjee. Ce qui apparait ici comme l'officialisation d'une relation, ne peut pas être seulement vu comme la signature d'un simple contrat de travail. En faisant un peu de prospective politique, il n'est pas interdit de penser qu'ainsi Sarkozy devrait être attendu pour son entregent, surtout à une période où les relations diplomatiques sont distendues entre Madagascar et la France...

Capital.fr rappelle qu'AXIAN cherche à s'étendre en Afrique, où le carnet d'adresses de Sarkozy pourra lui être utile. Détenu et dirigé par la famille Hiridjee d'origine indo-pakistanaise, AXIAN s'est bâti à partir du rachat de la JIRAMA (Électricité et Eau de Madagascar) et de l'opérateur télécoms historique TELMA. Ces dernières années, AXIAN a commencé à s'étendre hors de Madagascar. Il s'est notamment lancé dans les télécoms à la Réunion, à Mayotte, aux Comores et au Sénégal,

en association avec Xavier Niel. Il s'est récemment implanté au Togo et en Tanzanie.

Ainsi s'exprime clairement la proximité entre le président du groupe AXIAN, Hassanein Hiridjee, Sarkozy et Rajoelina. Lors du coup d'état militaro-civil de 2009 qui a amené une première fois au pouvoir l'actuel président Andry Rajoelina, Sarkozy était en fonction et lors de l'investiture de Rajoelina à la Haute autorité de la Transition en 2019, il était parmi ses invités d'honneur.

Absence remarquée

Madagascar a fait partie des grands absents de ce sommet France-Afrique. L'opposition politique malgache l'a regretté et le pouvoir a évité tout commentaire. Mais notons que le sommet s'est tenu quelques jours après la visite du secrétaire d'État français Jean Baptiste Lemoine... Le contentieux franco-malgache sur les Iles éparses du Canal de Mozambique, en stand-by pour le moment, y était apparemment pour quelque chose dans cette absence ou non-invitation.

MAROC

Solidarité

Un rassemblement de soutien aux journalistes Soulayman Raissouni et Omar Radi s'est tenu à Paris le 29 mai. Soulayman Raissouni est détenu arbitrairement depuis un an. Son procès, systématiquement reporté, n'a toujours pas commencé ce qui rend sa détention illégale vis-à-vis de la loi marocaine qui prévoit un procès dans un délai d'un an. Pour dénoncer ses conditions de détention et réclamer sa remise en liberté, Soulayman Raissouni a entamé une grève de la faim illimitée depuis le 8 avril 2021. Son état de santé, fragilisé par l'hypertension, s'est considérablement dégradé. Il a perdu plus de 25 kilos. Son collègue Omar Radi se trouve comme lui à l'isolement dans cette prison d'Oukacha à Casablanca. Il a suspendu sa grève de la faim, commencée le 9 avril 2021, pour des raisons de santé. Il est atteint de la maladie de Crohn. Sa détention préventive débutée le 29 juillet 2020 se prolonge aussi sans que cela soit justifié. C'est une pratique habituelle de torture psychologique du Markhzen sur toute personne qui ne plie pas l'échine.

Le roi des pauvres instrumentalise ses sujets



Sa cruauté et son mépris sont sans limite. Il a donné le feu vert à la fuite de milliers de miséreux qui croyaient pouvoir atteindre l'Eldorado. Le 17 mai et les jours suivants 8000 jeunes gens, femmes et enfants ont franchi la frontière marocaine pour atteindre les plages de Ceuta dans des conditions périlleuses. Le « partenaire de premier plan » de l'Europe dans sa politique de lutte contre l'immigration, l'a trahie. Ce chantage de voyou dure depuis une quinzaine de mois. Il a trouvé son point culminant quand M6 fut pris d'une poussée d'urticaire géante suite à la prise en charge médicale en Espagne de Brahim Ghali, Secrétaire général du Front Polisario, Président de la RASD, résidant des camps de réfugiés sahraouis en Algérie. Ce n'est pas le premier réfugié sahraoui que l'Espagne accueille sur son sol pour raison médicale grave, mais c'était un signe négatif pour Mohamed VI qui cherche à faire

aller plus loin l'Espagne et l'UE dans l'infraction du droit international en reconnaissant une souveraineté de son pays sur le Sahara occidental. Les belles âmes, qui en France accusent les grévistes de prendre les usagers des transports « en otage », ont été discrètes pour qualifier les 8000 personnes qui ont risqué leurs vies dans les flots. Plus de 4000 ont été refoulées au Maroc qui se désintéresse des mineurs restés en Espagne. Il est temps que l'UE, cesse de soutenir et d'encourager la colonisation du Sahara occidental

par des accords commerciaux illégaux et de subventionner le Maroc (289 millions d'euros en 2019 et 2020, dont 101,7 pour lutter contre l'immigration clandestine), et qu'elle revoit ses choix politiques et la qualité de ses rapports avec les peuples d'Afrique. Quant à l'ambassadrice de France au Maroc, elle a déclaré le 20 mai dans une interview au site Arab News « Le Maroc est un pays fiable, qui prend la lutte contre la migration clandestine très au sérieux et qui apporte des solutions qui lui coûtent cher » !

AFRIQUE DU SUD

Qu'est devenu l'ANC, le premier mouvement de libération du continent africain ?

De l'icône planétaire Nelson Mandela, des accusés du procès de Rivonia, de Ruth First, Dulcie September, Neil Agett, Steve Biko, Solomon Malangu et tant d'autres morts pour une cause juste, que reste-t-il de l'Anc après la suspension de son secrétaire général accusé de 74 chefs d'inculpation pour corruption, fraude et blanchiment d'argent ?

L'Afrique du Sud était suspendue le week-end dernier aux décisions du Comité national exécutif qui devait trancher sur le sort d'Ace Magashule, secrétaire général de l'organisation. Après le petit jeu de : tu me suspends, je te suspends, version sud-africaine de notre je te tiens par la barbichette, tout le monde attend la suite de l'histoire qui engage non seulement l'avenir de l'ANC, mais aussi celui du pays et de sa population.

La décision de suspendre Ace Magashule, secrétaire général, a été accueillie avec soulagement et Cyril Ramaphosa, président, a marqué un point dans la lutte de factions qui déchire ouvertement

le parti depuis la dernière conférence nationale de décembre 2017. Non seulement Ace Magashule est suspendu de ses fonctions, mais il devra faire des excuses publiques pour sa conduite qui a jeté le discrédit sur son parti, faute de quoi il risque l'expulsion définitive. Une première dans l'histoire tourmentée de l'ANC qui a connu bien d'autres vicissitudes par le passé : une scission en 1956 avec la création du Pan African Congress, plus récemment avec l'expulsion de Julius Malema et la création du parti des Combattants de la liberté économique, pour ne citer que les événements les plus connus.

Une trentaine de dirigeants nationaux ou provinciaux de l'Anc risquent eux aussi la suspension pour être accusés de corruption, ce qui montre à quel point l'ivresse du pouvoir a saisi nombre de ceux qui pour paraphraser une citation célèbre « ne se sont pas battus pour être pauvres » au point d'être pris la main dans le pot de confiture généreusement ouvert par la famille Gupta et d'autres corrupteurs.

Le Président Ramaphosa a été

très clair envers ceux qui refuseraient de se conformer à la règle qui veut que quiconque accusé de malversations doit volontairement se mettre en retrait (step aside) en attendant le verdict de la justice. « *Nous devons nous rappeler que la confiance et le soutien du peuple sud-africain ne nous est pas acquis d'avance. Aussi longtemps que la direction sera divisée, aussi longtemps que nous n'agissons pas contre la corruption, et tant que nous ne mettrons pas les besoins de notre peuple en priorité, il faudra batailler pour restaurer la crédibilité de l'ANC* ».

Cette déclaration pour clôturer une séance historique a le mérite d'être claire : la bataille pour la reconquête de l'honneur perdu de l'ANC sera dure et longue et rien n'est gagné tant la ligne de fracture entre les clans et factions est profonde.

Jacqueline Derens
Présidente de RENAPAS



"Des salaires pour vivre Maintenant"



Lors de sa visite à la Fondation Nelson Mandela, Emanuel Macron a été invité à voir

l'exposition consacrée à Dulcie September, représentante de l'ANC en France, assassinée à Paris le 29 mars 1988 alors qu'elle enquêtait sur la vente d'armes françaises à l'Afrique du Sud, en violation de l'embargo international. Sello Hartang, Président de la fondation, l'a informé qu'il n'avait pas de

réponse à son courrier adressé au gouvernement français il y a plusieurs mois, demandant la réouverture du dossier de cet assassinat classé sans suite par le Procureur général de Paris en janvier 2020. «*Nous allons regarder ça*» a répondu E. Macron. Affaire à suivre.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



L'éruption du Nyiragongo, volcan le plus important et plus dangereux d'Afrique a fait fuir plus de 400 000 habitants de Goma et autres villes alentours situées à son pied. Le volcanologue belge Benoît Smets qui se trouve sur place, indiquait sur RFI que le lac de

lave qui culmine au sommet ne permet pas de percevoir les éruptions du fait que le gaz s'en échappe librement. Ailleurs le dégazage qui fissure la roche alerte les systèmes d'observation. Il ajoute que «*La propagation du magma se poursuit sous terre s'approchant de Goma et jusqu'à 20 km sous le lac Kivu.*» Les infrastructures de Goma (1,5 million d'habitants) ont été impactées. La station de pompage de l'eau du lac Kivu a été remise en route grâce au réseau électrique rwandais.

Si la situation semble s'améliorer dix jours après l'éruption, le volcan n'a peut-être pas dit son dernier mot. Des gaz toxiques pourraient émerger du lac. Les données scientifiques sont peu nombreuses et récentes. Les premiers témoignages datent du

la fin du 19ème siècle et les premières observations scientifiques de 1928. C'est la troisième éruption depuis celle de 1977 et 2002 qui avait fait 900 morts. Cette fois l'éruption s'est produite sur les flancs, ce qui a vidé une partie de la lave du sommet, les coulées se sont arrêtées aux abords de la ville. Il n'y a pas eu de victime. D'après le volcanologue, soit la situation est en voie de se calmer, soit le magma monte en pression.



©Joël Lumien - Goma 2002

BURKINA FASO

C'est une attaque des plus meurtrières que l'Est du Burkina a connu depuis l'embuscade sur un convoi minier de la Semafo, qui avait fait 38 morts en 2019. Elle s'est produite dans le hameau de Kodyel (département de Foutouri). 30 personnes y ont été tuées malgré l'intervention de «*Volontaires pour la défense de la patrie*», supplétifs civils des forces armées recrutés depuis peu et autorisés à participer à la lutte contre le terrorisme. En deux

heures le groupe assassin de près de 300 hommes selon les témoignages, a vandalisé le centre de santé et vidé le dépôt pharmaceutique, ordonnant aux agents de santé de quitter le village. Les concessions et les greniers ont été incendiés. Des boutiques ont été saccagées et du bétail emporté. La plupart des habitants ont fui pour trouver refuge dans les localités dotées de forces de défense et de sécurité.

SAHARA OCCIDENTAL

Depuis le début mai, les forces de répression marocaines se déchaînent sur les femmes et les hommes en résistance. A Boujdour la maison où vivent Sultana Jaya et sa sœur Ouaari ont subi un nouvel assaut. Depuis six mois la militante est assignée à résidence. Dans une vidéo, un groupe de cinq policiers, dont deux en civil saisissent Sultana aux jambes, la trainent au sol et la frappent. Le harcèlement est quotidien : coupure de l'électricité, jet de substances nauséabondes dans le logement. Pire, les deux jeunes femmes ont été violées avec une matraque. Pourtant, du haut de sa terrasse Sultana revêtue du drapeau de la RASD, continue de crier haut et fort son droit à l'autodétermination. Abdel Hakim Amer, général de brigade et chef de la division de sécurité de la ville l'a violemment frappée à la tête dans une des attaques.

A El Ayoun la maison de Mina Bali été saccagée par les policiers après qu'une réunion de femmes s'y soit tenue pour célébrer le 10 mai 1973, anniversaire du Front Polisario. Hassana Abba de la Ligue de Protection des Prisonniers Sahraouis a été agressé et blessé par des policiers dans la rue, la nuit, sans motif apparent. L'Observatoire, l'ACAT France et l'ISHR ont condamné cette violente agression auprès des autorités

marocaines. Amnesty International leur a de même lancé un appel urgent pour que cesse la vague de répression dans les territoires occupés du Sahara Occidental, Front Line est aussi intervenu pour que cesse l'emploi excessif de la force.

Depuis Genève, le groupe de soutien pour la protection et la promotion des droits de l'homme au Sahara occidental a adressé un courrier l'ONU signé de 285 ONG internationales à la Haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, au Comité de décolonisation de l'ONU, au Conseil des droits de l'homme et au Secrétaire général de l'ONU afin que chacun dans son domaine enquête sur cette situation dramatique.



Un policier perché sur une nacelle pour accéder à la terrasse et se saisir de la Sultana et de son drapeau

GUINÉE CONAKRY

Pour Hadja Idrissa Bah "*Le combat doit commencer par la libération de la parole des jeunes filles*". Hadja Idrissa Bah est Présidente du club des jeunes filles leaders de Guinée et membre du Réseau des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest. Elle milite depuis l'âge de 13 ans, année où elle fut élue au Parlement des enfants guinéens représentante de Ratoma, la commune populaire de Conakry où elle a grandi. Elle s'élève contre toutes sortes d'injustice fondées sur le genre : les mutilations génitales, les mariages forcés, qui touchent 55% des jeunes filles de moins

de dix-huit ans. Ainsi 55% de jeunes filles ne pourront plus aller à l'école par la suite et qui abandonneront rêves, carrières et ambitions. Et c'est contre cela, qu'Hadja Idrissa Bah a décidé de se battre. "*On s'est donné la main, on a commencé à 8 et aujourd'hui on est plus de 200*" indique Hadja.

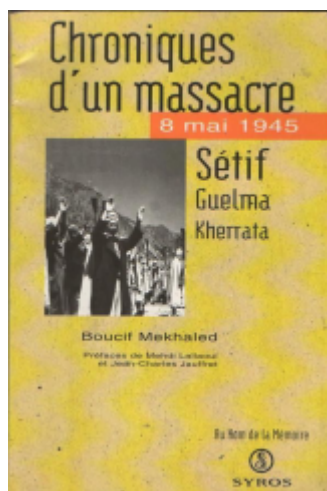
En Guinée, la question des droits des femmes est brûlante. Selon une enquête de 2017 réalisée par le gouvernement et citée dans *Le Monde**, 63 % des Guinéennes sont victimes de violences conjugales, 29 % de violences sexuelles, 22,8 % des filles sont mariées avant leurs 15 ans, et 55 % avant 18 ans. Autre chiffre datant de

2019 : 96% des filles sont excisées. Elle explique dans cet entretien au Courrier d'Europe que "*si certaines femmes acceptent de se faire violenter, c'est parce qu'elles ne connaissent pas leurs droits et que toutes ces jeunes filles qui se soulèvent, voient leur mère se faire manipuler pour rester dans le silence*".



CONSEILS DE LECTURES

Chroniques d'un massacre. 8 mai 1945 : Sétif, Guelma, Kherrata de Boucif Mekhaled – Paru en 1995 (Syros)



"Le 8 mai 1945, les Algériens, comme tous les peuples épris de liberté, célébraient la victoire, tant attendue, en Europe. Ils organisèrent des manifestations strictement pacifiques et brandirent, au milieu des drapeaux alliés, des pancartes et des

banderoles pour rappeler qu'ils attendaient l'application de la charte de l'Atlantique, conformément à toutes les promesses solennelles des libérateurs, répétées tout au long du conflit mondial. Ils croyaient fermement que la fin du colonialisme était imminente. Mais à Sétif et à Guelma, l'émeute dégénéra et s'ensuivit une impitoyable répression.

« Tisser » de Jean-Luc Raharimanana



Mémoire d'encrier 92 pages 14 euros
Dans ce roman l'auteur poursuit son travail de mémoire et revisite les luttes de libération, les résistances. Tisser, c'est se connaître comme fibre, et accepter de se lier à d'autres pour une existence plus vaste. Tisser les mémoires. Tisser les vies. Tisser l'utopie.

Un enfant mort-né raconte la genèse du monde. Il fait appel aux mythes pour dire les dérives totalitaires et la quête de liberté. Fable contemporaine qui rétablit la relation entre les temps, passé et présent, les ancêtres et le monde contemporain, l'Esprit et le réel, le récit se donne à lire comme fibres à tisser l'humanité.

Abdelghani KAYOUCHE

Salut à toi, lionne noire ! de Zanele Muholi
212 pages 72€ éditions Delpire & co



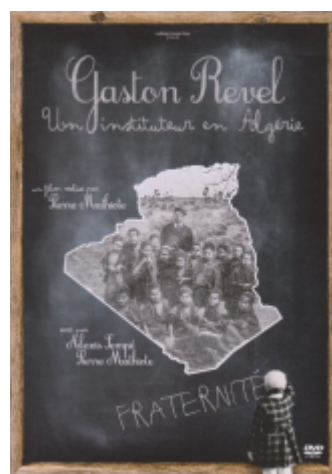
Dans la Lettre d'avril nous avons présenté le travail de la plasticienne sud-africaine Zanele Muholi. Dans l'attente de visiter son exposition à la Maison Européenne de la Photographie à Paris, elle publie ce mois-ci sa première monographie en français. Dans ce

grand ouvrage en noir, blanc et argent « son corps androgyne mais sculptural se retrouve être le réceptacle d'événements personnels et historiques. Ses grands yeux en amande, son regard direct, nous font réfléchir car ses mises en scène performatives, menton haut, buste droit, la dignité, nous interpellent, nous impliquent. »

Magali Jauffret – l'Humanité 18 mai 2021

Les soirées du cinéma de l'AFASPA

Nous vous invitons à nous retrouver
MARDI 22 JUIN à 19h salle du Maltais rouge
40 rue de Malte à Paris
présentation du film « **Gaston Revel, un instituteur en Algérie** » de Pierre Mathote,



Débat à l'issue de la projection
Participation aux frais 5€

HISTOIRE

Ces héroïnes oubliées de la lutte nationale tunisienne



Le 9 avril 1938, la Tunisie fait un premier pas vers la revendication de l'indépendance du pays sous protectorat français depuis 1881. Mais ce jour marqué d'une pierre blanche a été précédé d'une mobilisation féminine sans précédent la veille. L'occasion de revenir sur certaines actrices oubliées de la lutte nationale. L'histoire officielle a retenu la mobilisation populaire, la répression sanglante et la détermination de leaders de la lutte nationale tels que Ali Belhaouane ou Mahmoud El Materi. Mais elle

oublie que les événements du 9 avril, qui ont fini dans un bain de sang et avec un coup de filet qui a tronqué la direction du Néo-Destour, ont débuté la veille, le 8 avril. Ce jour-là, pour la première fois de leur histoire, des Tunisiennes issues de tous les milieux ont défilé dans les rues et scandé les mêmes slogans que les hommes à leurs côtés. Elles ne disposent alors que de peu de droits et sont maintenues en marge de la vie publique malgré quelques suffragettes qui soulèvent la question de l'émancipation de la femme en

s'appuyant sur les positions avant-gardistes du penseur et syndicaliste Tahar Haddad. Son ouvrage, *Notre femme dans la législation islamique et la société*, qui démontrait en 1930 que le Coran ne s'oppose pas aux droits et libertés des femmes, avait suscité un tel tollé qu'il fut contraint à l'exil. N'obéissant qu'à elles-mêmes, le 8 avril 1938, ces femmes sont aux premiers rangs de la mobilisation et brandissent le drapeau tunisien. Dans les foyers, leur présence est abondamment commentée et suscite l'admiration. Le lendemain, le 9 avril, du haut des balcons et des terrasses des femmes aideront les manifestants, de nouveau dans la rue, en leur lançant des ustensiles ménagers pour qu'ils puissent se défendre contre les forces de sécurité.

Frida Dahmani
dans **Paroles citoyennes**

CULTURE

"Sahariennes"

Les femmes du désert telles que les ont souvent imaginées les européens, sont des créatures de fantasme, des sahariennes, voilées et mystérieuses, des objets exotiques qui n'ont que peu à voir avec la réalité des femmes de la région. Le spectacle "Sahariennes" célèbre les héritages communs des véritables sahariennes – des femmes d'Algérie, du Maroc de Mauritanie et du Sahara occidental. Une création musicale qui fait des clichés et tente d'aller au-delà des conflits qui définissent trop souvent les relations de leurs pays respectifs. Parce que ces sahariennes partagent des traditions cousines et une volonté commune d'imposer leur parole d'artiste.

Coproduction : Opéra de Lyon et Dérapage Prod
Dans le cadre de la saison Africa 2020 initiée par l'Institut Français.

Prochain concert

le 1er juillet au 360 Paris Music Factory
32 Rue Myrha, 75018 Paris, (M° Chateau rouge)

